

Le métal

La revue du Syndicat des Métallos au Québec (FTQ)

www.metallos.org

septembre 2010



**Une sortie
de crise
Pour le
monde !**

Dans ce numéro

La mine Raglan dans le Nunavik, un milieu de travail hors du commun / 4

Portrait d'une militante: Manon Bertrand, d'Asten Johnson à Valleyfield / 6

Le Fonds humanitaire des Métallos soutient des mineurs et des groupes de femmes en Bolivie / 8

L'aventure ou le péril chinois; Compte rendu d'une mission de syndicalistes en Chine / 10

Dossier spécial sur la 45^{ème} assemblée annuelle des Métallos / 12 à 17

Chantier Chibougamau, un exemple de développement de l'industrie de la transformation / 18

Bauer Nike a délaissé le Québec pour la Chine / 19

Le métallos



La revue du Syndicat des Métallos (FTQ)

Volume 45, numéro 1

565, Boulevard Crémazie Est, bureau 5100

Montréal, Québec, H2M 2V8

Téléphone : 514 382-9596

Courriel : ccauchy@metallos.ca

Directeur: Daniel Roy

Responsable des communications : Clairandrée Cauchy

Infographie: Anne Brissette, Lesley Stodart

Correspondant-e-s: Manon Bertrand, Jeannot Bradette, Philippe Doré, Yan Gauthier, Gaétan Gladu, Donald Proulx, Nancy Thibeault.

Collaboration: Daniel Mallette, Laurence Lalonde

Personnel de soutien: Éliane Leboeuf

Tirage 60 000, premier numéro, Janvier 1965

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.

La soli plus qu'un



C'est dans une période comme celle que nous vivons que le syndicalisme et la solidarité prennent tout leur sens.

Nous avons traversé au

Québec et surtout en Amérique du Nord, une importante crise économique. Le coup a été dur et l'est encore dans plusieurs secteurs de l'économie, pour beaucoup de travailleurs.

Parallèlement, on constate une mutation profonde du marché du travail. Le secteur manufacturier sort ébranlé, forcé de se réinventer pour tirer son épingle du jeu.

Nos gouvernements, qui avaient baissé les impôts à tort

Assemblée annuelle Un modèle guetté

«Les dépenses publiques empêchent le bateau de couler quand le privé tourne au ralenti» a affirmé le directeur des Métallos, Daniel Roy lors de la 45^e assemblée annuelle du district 5 en 2009. Il a souligné l'importance de notre «modèle québécois» qui fait l'envie de tous.

Cependant, le modèle commence à dérapier. Avec la montée de la droite et la percée du privé dans le domaine de la santé, nos acquis sont menacés. Pendant que le gouvernement fait l'éloge d'un système de santé à deux vitesses, les compagnies d'assurance salivent. «Couillard a négocié sa nouvelle carrière auprès des compagnies d'assurance en faisant la réforme de la santé au Québec», a lancé Daniel Roy.

solidarité :

mot, une façon d'être

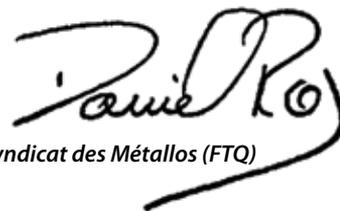
et à travers au cours des dernières années, se trouvent maintenant aux prises avec des déficits. Plutôt que de réparer les pots cassés, le gouvernement Charest a choisi de jeter par-dessus bord le modèle québécois, en commençant par le système de santé gratuit et universel, financé par les impôts en fonction de la capacité de payer de chacun.

Mises bout à bout, les hausses de tarifs (électricité, taxe santé, droits de scolarité, taxe de vente, etc.) coûteront au bas mot environ 1200 \$ annuellement par ménage. Si le montant s'absorbe plutôt bien sur un revenu familial de 120 000 \$, cela représente souvent la petite réserve pour les vacances ou les cadeaux de Noël pour la moitié de la population qui gagne moins de 55 000 \$.

Il n'y a qu'une réplique à cette démolition du modèle québécois: la solidarité. Nous la vivons déjà dans

nos milieux de travail quand on se serre les coudes pour revendiquer auprès de l'employeur. La solidarité doit aussi s'exprimer dans la mobilisation contre un gouvernement qui surtaxe les gagne-petits et allège les impôts des plus riches, contre un gouvernement qui privatise des pans de notre système de santé.

Les syndicats ont contribué à bâtir le Québec que nous connaissons avec ses mécanismes de protection sociale. Nous avons aujourd'hui le devoir de le protéger des démolisseurs. Ensemble nous sommes plus forts.



Directeur du Syndicat des Métallos (FTQ)

é par les requins

Il faut absolument soutenir l'emploi dans le secteur manufacturier, comme cela a été fait pour le secteur de l'automobile. L'assurance-emploi doit être plus accessible et les chômeurs méritent davantage de soutien et de respect.

«Alors que des milliers de travailleurs sont mis à pied, les gouvernements sauvent les grandes banques à coups de milliards et les requins de la finance s'en sortent sans une égratignure», a déploré le syndicaliste. M. Roy soutient que la spéculation l'emporte trop souvent sur l'investissement. C'est le manque de réglementation et d'implication des gouvernements qui a créé cette crise économique, a-t-il ajouté.

Les défis sont nombreux. Il faut miser sur le développement durable. La modernisation des usines pour les rendre moins polluantes devient maintenant un enjeu majeur pour préserver les emplois. «*Nous ne devons plus choisir entre environnement et emploi*», a conclu Daniel Roy.

Propos rapportés par Jeannot Bradette

On retrouve un dossier spécial sur la dernière assemblée annuelle des Métallos aux pages 12 à 17.

Travailler au nord du

Le milieu de travail situé le plus au nord du Québec est syndiqué avec les Métallos. La convention collective y est un peu particulière, pour refléter la vie au nord du Nord ainsi que la cohabitation entre travailleurs inuits et blancs. Entretien avec le président de la section locale composée 9549, Renaud Dupont, qui représente les quelque 450 métallos de la mine de Raglan, où on extraie principalement du nickel.

À la mine de nickel Raglan située au Nunavik dans la Baie d'Ungava, Inuits et blancs se côtoient à l'ouvrage. Leurs chemins se séparent cependant parfois à l'heure du souper, quand les Inuits se rendent dans une pièce au deuxième étage, où trône un congélateur. Sur une grande planche de bois, le travailleur y tranche un morceau de viande congelée d'un coup de hache pour le mâchouiller ensuite, comme le veut sa coutume.

La scène illustre en quelque sorte l'esprit de Raglan, soit la cohabitation avec les communautés Inuits. L'approvisionnement en viande de caribou ou de phoque, c'est une condition de travail spécifiquement mentionnée dans l'entente avec les communautés inuites conclue avant même le début de l'exploitation en 1996.

La mine, aujourd'hui propriété de la multinationale suisse XStrata, doit normalement embaucher 20% d'Inuits. «*Je ne sais pas si on va atteindre ce pourcentage un jour. Les Inuits sont ben ennuyés. Le gars vient faire une 'run' pis il se tance et retourne dans son village ou quitte pour aller à la chasse*», explique le président du syndicat, Renaud Dupont.

La 'run' des Inuits est généralement de deux semaines complètes, de sept heures le matin à sept heures le soir, suivies de deux semaines de congé dans leur village. Celle des blancs est de trois semaines (21 jours) «*en haut*», suivies de deux semaines au Sud. Plusieurs gonflent cependant la paie en adoptant un horaire de quatre semaines suivies de deux semaines de repos.

Mis à part les Inuits, le roulement de personnel est somme toute assez faible. On retrouve à Raglan des travailleurs venus d'anciennes mines aujourd'hui fermées, en Abitibi, en Gaspésie (Murdochville), au Nouveau-Brunswick et dans le nord de l'Ontario. Mineurs de métier, ils semblent se plaire dans le Nord, en dépit du froid. Il faut dire que les conditions de travail sont à l'avenant: les salaires dépassent généralement les 100 000 \$ par année. «*C'est bien moins stressant que de se lever à cinq heures, pour passer deux heures dans trafic quand on travaille en ville. (...) Il y a des mines qui ont rouvert en Abitibi, plusieurs gars ont préféré rester à Raglan que d'y retourner*», explique M. Dupont, qui habite lui-même à Longueuil.

Nord

Si les mineurs sont plutôt contents de leur sort, il n'en a pas toujours été ainsi. Les travailleurs ont choisi de se syndiquer en 1999 pour améliorer leurs conditions de travail et, surtout, mettre fin à l'arbitraire. «*Certains avaient des contrats de trois mois, d'autres de six mois. Il y avait trop d'inégalités dans les salaires. Il n'y avait pas deux personnes qui avaient le même salaire. Celui qui avait le culot de se plaindre se faisait dire d'aller voir ailleurs. Aujourd'hui, ça ne se passe plus de même*», explique le président de la section locale 9549.

Tout n'est cependant pas rose. Le syndicat se bat présentement pour faire respecter les dispositions de la convention quant à la prime au nickel. En 2009, la compagnie a refusé de payer cette prime, allant de 2 \$ à 4,14 \$ l'heure, pour neuf des 12 mois de l'année, prétendant avoir enregistré des pertes plutôt que des profits, malgré le prix assez élevé du nickel par rapport aux coûts de production. C'est que l'employeur a modifié sa méthode de calcul pour faire baisser artificiellement les profits. Trois griefs ont d'ailleurs été déposés pour corriger la situation.

Le sujet de la prime au nickel reviendra aussi sur le tapis lors des prochaines négociations qui auront lieu en 2011. Le syndicat entend aussi réclamer la possibilité pour les blancs de bénéficier du même horaire de travail que les Inuits.

Quant aux conditions de vie concrètes au campement,



il n'y a rien à redire selon Renaud Dupont. Précisons que l'alcool est strictement interdit, pour éviter des débordements. Les chambres, munies d'une salle de bain privée, sont confortables, et les travailleurs ont accès à plusieurs installations de loisirs.

La mine prévoit fonctionner ainsi jusqu'en 2032, voire même au-delà puisque la compagnie recherche encore de nouveaux gisements à proximité. Pour l'heure on extrait du sol 1,3 million de tonnes de brut, comparativement à 800 000 tonnes au début des activités à la fin des années 1990. Une partie des profits revient aux communautés inuites locales pour leur développement économique.



Portrait d'une militante

À l'école du syndicalisme

Après un passage difficile à l'exécutif syndical de l'usine Asten Johnson à Valleyfield à la fin des années 1990, Manon Bertrand a pris une résolution ferme lorsqu'on l'a invitée à combler le poste vacant de vice-présidente: elle irait chercher toutes les formations possibles! Aujourd'hui présidente de la SL 1004 depuis quatre ans, Manon Bertrand est aussi une formatrice chevronnée des Métallos et montre la voie aux recrues du service de l'éducation.

Lorsqu'elle a accepté de sauter de nouveau dans le bateau syndical après deux années de pause, Manon Bertrand s'est juré de faire les choses autrement. *«Je ne voulais pas faire du syndicalisme pour faire les choses à ma manière. Je voulais faire les choses comme il le faut. Les formations que j'ai suivies m'ont donné plus confiance en ce que je faisais, m'ont aidée à savoir où je m'en allais»,* explique celle qui a passé au travers du programme de formation des Métallos, du cours de délégué de base à celui sur la préparation d'un dossier de grief, en passant par celui sur la négociation ou encore celui sur la communication...

Là ne s'est pas arrêtée sa soif de savoir, la militante syndicale dans la jeune quarantaine vient tout juste de terminer un certificat à l'université en gestion des ressources humaines... Non, non, elle n'aspire pas à sauter la clôture, mais plutôt à comprendre ce qui mijote dans la tête des patrons. *«J'aime savoir que j'ai la même formation que mon vis-à-vis, que nous pouvons discuter d'égal à égal»,* explique la syndicaliste.

Aujourd'hui en pleine possession de ses moyens, Manon Bertrand reconnaît néanmoins avoir cheminé considérablement depuis la première fois où elle a mis les pieds à titre d'officière dans une assemblée syndicale, avec la *«phobie de prendre le micro»*. *«En plus d'avoir appris à parler devant les gens, j'ai appris à ne plus paniquer devant un problème, à le remettre en perspective et à chercher des solutions... Je vais toujours me rappeler ce qu'un permanent, aujourd'hui à la retraite, me disait quand je l'appelais en panique: 'On n'entrera pas dans le bureau du boss avec une mitraillette!'»,* raconte en riant la présidente de son bureau situé tout juste à l'entrée de l'usine.

À celles et ceux qui commencent à s'engager syndicalement, elle conseille de participer aux instances des Métallos comme les rencontres régionales et l'assemblée annuelle, de sortir de leurs milieux de travail pour assister à des formations. *«Si tu ne sors pas de ton usine, tu as moins de ressources quand arrive une période difficile à l'interne»,* explique la femme qui est aussi vice-présidente du conseil régional de la FTQ de la région du Suroît.



Elle suggère aussi aux militants d'expérience d'aller chercher davantage des femmes pour s'impliquer dans les instances syndicales. Ces dernières ont moins le réflexe d'y aller d'elles-mêmes. «*Je fais partie des personnes qui ne seraient probablement pas allées en avant en assemblée pour me présenter, je n'en aurais pas eu le courage*», explique Manon Bertrand, qui avoue avoir de la difficulté aujourd'hui à s'imaginer travailler dans un milieu non syndiqué.

L'angoisse de l'incertitude

Militante syndicale aguerrie, Manon Bertrand est néanmoins inquiète pour la survie de son usine où travaillent une centaine de syndiqué-e-s qui fabriquent des toiles nécessaires au fonctionnement des usines de pâtes et papier. En janvier dernier, la direction de la multinationale a annoncé son intention de fermer une usine en Amérique du Nord.

La partie se jouera entre celle d'Appleton aux États-Unis et celle de Valleyfield. Les employés sont sur les dents, ne sachant pas ce qui leur pend au bout du nez. Sur quelle base se prendra la décision? Quand sera-t-elle prise? Autant de questions en suspens qui alourdissent l'atmosphère dans l'usine, fait valoir la présidente de la section locale 1004.

Un scénario similaire s'était présenté en 2005 et le syndicat avait contribué à moucher un projet d'agrandissement de l'usine avec un appui gouvernemental. Plutôt que de fermer, l'usine de Valleyfield avait absorbé la production d'une autre usine. «*Cette fois-ci, la direction a fait des plans pour passer de huit métiers à tisser à 14. On se raccroche à cet espoir*», explique Mme Bertrand. Au cours des derniers mois, elle a rencontré des décideurs locaux pour les sensibiliser au dossier, mais la direction de l'entreprise ne semble pas en demande pour une aide gouvernementale quelconque.



Modification à la loi sur l'équité salariale

Une nouvelle version de la loi sur l'équité salariale est entrée en vigueur l'an dernier. Elle prévoit que les entreprises ont jusqu'au 31 décembre 2010 pour réaliser l'équité salariale (ou veiller à son maintien). Ce nouveau délai s'explique par le retard de la moitié des entreprises à réaliser l'équité salariale.

À chaque période de cinq ans, les entreprises (de concert avec les syndiqués) devront s'assurer que l'équité salariale est maintenue et que de nouvelles iniquités ne sont pas apparues dans les conditions de travail. Les résultats du maintien de l'équité salariale devront obligatoirement être affichés dans le milieu de travail.

Autre gain majeur dans la loi, toutes les entreprises de plus de 10 employés devront se conformer à la loi et produire une déclaration en ce sens.

Pour plus d'information au sujet de l'équité salariale, contacter Carole Jodoin au service de l'équité salariale du Syndicat des Métallos, au 514 850-2253.

Fonds humanitaire en Bolivie

Une aide pour prendre sa place



À l'été 2009, deux membres des Métallos, Sonia Charrette, éducatrice en garderie et vice-présidente de la section locale 9291 à Rouyn-Noranda, ainsi que Chantale Saint-Onge, agente de sécurité à l'aéroport de Montréal et secrétaire-archiviste de la section locale 911 ont participé à une mission en Bolivie pour voir sur le terrain l'action de deux organismes financés par le Fonds humanitaire des Métallos.

Accompagnées de la responsable du Fonds humanitaire, elles ont pu rencontrer des représentants de l'organisme Cepromin (Centre de promotion des mines) qui vient en aide aux mineurs ainsi que de l'IFFI (Institut de formation des femmes), qui outille des femmes peu scolarisées afin qu'elles participent pleinement à la vie communautaire. Sonia Charrette raconte son aventure.

Immensément riche en ressources naturelles, la Bolivie constitue néanmoins un des pays les plus pauvres des Amériques. Dans cette optique, l'action du Fonds humanitaire vise surtout à former les travailleurs et les femmes pour qu'ils puissent jouer un rôle actif dans l'amélioration de leurs conditions de vie.

Comme d'autres métallos, je connaissais l'existence du Fonds humanitaire, je savais que les sections locales

pouvaient y cotiser sur une base volontaire et que l'argent amassé servait à l'amélioration des conditions de travail dans le monde. Le voyage que j'ai eu l'occasion de faire en Bolivie m'a cependant permis de comprendre mieux comment le Fonds humanitaire aidait concrètement les travailleurs. J'ai réalisé l'importance et la raison d'être du Fonds humanitaire.

Nous avons rencontré deux associations soutenues par le Fonds humanitaire : L'IFFI (Institut pour la formation des femmes) et CEPROMIN (Centre de promotion des mines).



IFFI

En Bolivie, les budgets gouvernementaux sont généralement alloués aux municipalités, par quartier. Grâce à la subvention du Fonds humanitaire des Métallos, IFFI peut donner de la formation aux femmes peu scolarisées, leur permettant ainsi de participer à la vie communautaire de leur quartier (dans les organisations territoriales de base ou

Extraire le minerai à l'huile de bras

J'ai visité une mine d'argent et d'étain à Potosi. Les conditions de travail y étaient particulièrement difficiles. J'ai pu voir des mineurs le corps courbé en deux, les pieds dans l'eau, la lampe à la main, chiquant de la feuille de coca et respirant de l'air impur. Du niveau d'extraction à la sortie, les mineurs font ressortir à dos d'homme ou à la force de leurs bras le minerai sur plus de 80 mètres de dénivellation. De minuscules boyaux permettent de passer d'un niveau à l'autre avec de délicats passages d'escalade.

Au troisième niveau, les minerais sont transportés dans des wagons de deux tonnes poussés et tirés... par des hommes. Les déraillements sont fréquents en raison de rails approximatifs. Les galeries sont à peine assez larges pour les wagons. À leur passage, les travailleurs doivent se plaquer à la paroi pour attendre que le wagon passe, à moins de 30 centimètres d'eux. Les notions de sécurité sont pratiquement inexistantes.

S.C.

OTB) et de bénéficier des subventions gouvernementales. Plusieurs personnes siégeant sur ces OTB nous ont dit que la formation offerte par l'IFFI leur avait donné une grande confiance en soi. Les femmes en apprennent davantage sur leurs droits, échangent avec des consœurs, développent des stratégies et améliorent leur leadership.

L'IFFI les soutient tout au long de la démarche entreprise avec la mairie. Elles ont ainsi la chance, grâce à l'IFFI et au Fonds humanitaire, d'améliorer leurs conditions de vie, celles de leur famille et de leur quartier.

CEPROMIN

Le Centre de promotion des mines est une association qui aide les travailleurs miniers, dont plusieurs travaillent dans des milieux dangereux. CEPROMIN offre des formations et des ateliers aux mineurs : cours d'alphabétisation, de leadership, de communication, etc. Les formations sont appréciées, tant et si bien que certains mineurs ont manifesté leur souhait qu'elles soient accessibles à un plus grand nombre de travailleurs.

En conclusion, je suis très fière d'être membre d'une section locale cotisant au Fonds humanitaire des Métallos. Grâce aux cotisations des syndiqués, des travailleurs défavorisés des quatre coins de la planète, peuvent bénéficier de l'une des plus grandes richesses qui soit, la formation. L'éducation a toujours été très importante pour le Syndicat des Métallos et je suis heureuse de constater que cette valeur se perpétue dans plusieurs pays par la générosité des travailleurs de chez nous.

*Sonia Charrette
Section locale 9291*



Le Fonds humanitaire

Le Fonds humanitaire des Métallos soutient une vingtaine de projets à travers le monde, dont deux en Bolivie. Créé en 1985, le Fonds compte aujourd'hui environ 80 000 participants, qui cotisent 1 cent l'heure. À cette somme s'ajoute un montant équivalent de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui porte le budget de fonctionnement à 1,7 million par année.

Le Fonds des Métallos finance quelque 23 projets à travers le monde. Il soutient aussi des organismes d'ici. Cette année au Québec, le Fonds a accordé un montant total de 14 000 \$ à quatre organismes : Le Bon Dieu dans la rue, la Cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve, le Cap Saint-Barnabé et les Œuvres de la Maison du Père.

Le géant chinois en crise de croissance

Alors que les pays occidentaux s'interrogent tous sur la durée de la crise économique, s'inquiètent sur la lenteur de la reprise, l'économie chinoise est en surchauffe. Finie l'époque où on considérait la Chine comme un pays en voie de développement, essentiellement rural. Le PIB chinois croît de plus de 8 % par année, les tours à bureaux s'y multiplient à une vitesse folle et le pays est en voie de devenir le plus grand marché de consommation. «*On prend un train de Bombardier pour se promener entre les différentes parties de l'aéroport de Beijing tellement c'est grand!*», illustre le confrère Daniel Mallette au retour d'une mission dans la région côtière chinoise, la plus industrialisée et plus densément peuplée.

Les conditions de travail ont tendance à s'améliorer. Les Chinois aspirent à un train de vie occidental. Vivant dans un système politique totalitaire, avec un parti unique et même un syndicat unique (All China Federation of Trade Unions), les Chinois trouvent néanmoins le moyen d'améliorer leur sort et de faire valoir leur point de vue : «*Ils votent avec leurs pieds*», illustre Daniel Mallette, ajoutant que les grèves spontanées sont aussi monnaie courante. Les Chinois n'hésitent pas à se déplacer sur le territoire pour trouver de meilleures conditions de travail, engendrant parfois même des pénuries régionales de travailleurs.

La semaine de travail est d'environ 40 à 50 heures, mais le temps supplémentaire est légion. Le salaire oscille généralement entre 2 \$ et 4 \$ l'heure et plusieurs entreprises offrent un logement à proximité de l'usine pour accommoder les travailleurs migrants.

Grande exportatrice, notamment en raison de sa main-d'œuvre à bon marché et du faible coût des matières premières, la Chine est en train de développer son marché intérieur, au fur et à mesure que le pouvoir d'achat de ses citoyens augmente. Un tel changement, dans un pays de 1,4 milliard d'habitants, bouleverse la donne économique et peut offrir des opportunités pour des compagnies installées en Chine. Cela engendre aussi de grands problèmes environnementaux. Le manque flagrant de respect des droits de la personne et des libertés syndicales a aussi de quoi préoccuper.

L'aventure ou Mission de syndicalis

Les transferts de production vers la Chine font mal à l'emploi manufacturier ici. Mais y a-t-il un moyen de tirer profit du développement fulgurant de la Chine, que cela ne se traduise pas par des pertes d'emplois au Québec? C'est avec cette question en tête que le confrère métallo Daniel Mallette s'est rendu en mars dernier en Chine, avec Gilles Audette de la FTQ, Joe Gargisio du SCEP, Daniel Bourcier et Gilles Genest du Fonds de solidarité FTQ.

Ces derniers ont rencontré des experts pour mieux comprendre la réalité chinoise et visité des sous-traitants ou des filiales de compagnies québécoises, soit GLV, Emballages Saint-Jean, Baldor-Maska, Shermag (Bermex) et Chlorophyle. Fructueuse dans certains cas, à la fois pour l'entreprise et les travailleurs québécois, l'aventure peut aussi s'avérer désastreuse pour d'autres.

Source d'inquiétude certaine pour les travailleurs, tentation pour plusieurs entrepreneurs, l'investissement en Chine gagne certainement à être mieux compris et balisé tant du point de vue des syndicats que du Fonds de solidarité. «*Quelle attitude adopter comme syndicat ou pour le Fonds face aux entreprises québécoises qui veulent investir ou produire en Chine? Les pièges sont nombreux et les histoires d'horreur, comme chez Bauer Nike où des centaines d'emplois ont été perdus, doivent nous inciter à la vigilance*», explique le responsable de la solidarité internationale et de l'action politique au Syndicat des Métallos, Daniel Mallette.

Tour d'horizon très rapide de quelques expériences sino-québécoises.

Emballage Saint-Jean

Depuis 2007, Emballage Saint-Jean, une entreprise spécialisée dans la fabrication de sacs en plastique pour des produits alimentaires, est installée en banlieue de Shanghai. Aujourd'hui, 10 % du chiffre d'affaires est

Le péril chinois ?

Postes en Chine

produit en Chine et 90% au Québec. Les emplois ont pour la plupart été maintenus et la compétitivité s'en est trouvée améliorée en raison du moindre coût des matières premières. Au Québec, l'usine de Saint-Jean est syndiquée avec les Métallos et celle de Montréal avec le SCEP. Emballage Saint-Jean emploie 200 personnes au Québec et 30 en Chine. Soulignons que l'entreprise a fait preuve de transparence avec le syndicat quant à sa stratégie de développement, comme ce fut aussi le cas chez Baldor-Maska.

Les poulies Baldor-Maska

Au début 2000 alors que les poulies bas de gamme fabriquées par Maska étaient allègrement copiées par des compétiteurs chinois, la compagnie battait de l'aile. Pour se sortir de ce mauvais pas, elle a pris le risque chinois, ouvrant une filiale à Suzhou il y a de cela cinq ans. La fabrication des poulies bas de gamme est désormais faite en Chine tandis que l'usine de Sainte-Claire se concentre sur les produits plus haut de gamme. Les emplois ont globalement été maintenus au Québec, on constate cependant une réduction du nombre de machinistes compensée par de nouveaux postes en contrôle de la qualité. Le chiffre d'affaires a pratiquement doublé depuis 2001.

Shermag : l'exemple négatif

L'équipe a aussi visité l'usine d'un sous-traitant du fabricant de meubles Shermag (appartenant aujourd'hui au Groupe Bermex) en banlieue de Gouangzhou. Ces derniers ont été frappés par la faiblesse des mesures de santé et sécurité observées, comparativement à celles qui prévalent ici pour les ateliers de peinture. S'il semble que pour certaines entreprises la production en Chine a permis d'accroître le chiffre d'affaires et de maintenir des emplois au



Photo: Daniel Mallette

Québec, la sous-traitance en Chine a contribué à la descente aux enfers des meubles Shermag. Les meubles arrivaient souvent au Québec endommagés, mal emballés, quand la qualité n'était pas carrément déficiente à la base, ce qui a grandement nuit à la réputation du fabricant. L'expérience chinoise de Shermag illustre le danger de la délocalisation de la production, non seulement pour l'emploi au Québec, mais aussi pour la survie de l'entreprise. Au moment de se lancer en Chine, Shermag comptait 12 usines avec près de 2000 travailleurs. À ce jour, une seule usine est encore en production à Terrebonne.

Une sortie de crise pour le monde



C'est sur le thème «*Une sortie de crise pour le monde*» que s'est déroulée la 45^{ème} assemblée annuelle des Métallos. Des conférenciers ont abordé différents aspects de cette sortie de crise pour que le monde ordinaire puisse tirer son épingle du jeu, que le Québec en sorte plus fort et qu'on se prépare à affronter les défis des prochaines années. Comment préparer notre économie, s'assurer que le gouvernement prenne ses responsabilités et que le Québec prenne les devants en matière d'environnement.

Photos de Normand Rajotte



UNE SORTIE DE CRISE pour le monde



Plus d'intelligence dans la production

Mettre davantage d'intelligence dans les produits que nous fabriquons et que nous exportons; s'assurer que nos PME demeurent sous contrôle québécois; utiliser les capitaux de nos caisses de retraite pour investir dans l'économie québécoise; mieux baliser l'exploitation de nos ressources naturelles. Voilà les conseils prodigués par le directeur de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC), Robert Laplante, pour une économie québécoise plus forte.

Il faut selon lui *«mettre plus d'intelligence dans le travail»*, en misant sur les technologies de pointe et la sur la formation des travailleurs. Critiquant le mythe voulant que certains secteurs industriels soient *«condamnés»* à une mort certaine, il cite en exemple le textile, qui a su muter vers une production haut de gamme.

Le directeur de l'IREC insiste aussi sur l'utilisation des capitaux des caisses de retraite des travailleurs: *«80 % des placements des caisses de retraite sont faits à l'extérieur du Québec, alors qu'on se plaint de sous-financement chronique dans plusieurs régions»*. Le

Québec devra aussi mieux baliser l'exploitation de la ressource minérale et celle de l'eau, a noté M. Laplante, en faisant référence tant aux redevances qu'à la responsabilité des compagnies en matière de restauration des sites.



Il invite les Québécois à ne pas prendre panique devant les déficits gouvernementaux, qui s'expliquent par *«l'effet déstabilisateur de la crise en raison de l'accroissement du chômage, des emplois précaires»*. Les choix de solidarité du Québec, avec les régimes de santé publics, les garderies, le régime d'assurance parentale, sont encore à propos. *«Nous pouvons nous fier aux acquis de nos programmes sociaux pour sortir de ce pétrin»*, a fait valoir M. Laplante.



«L'économie, il faut en faire notre affaire»

– Michel Venne

«La vraie crise est profonde, politique, et on va en ressentir les effets encore longtemps», a affirmé Michel Venne en amorçant sa conférence. Directeur de l'Institut du



Nouveau Monde (INM), Michel Venne a ciblé les facteurs qui ont mené à la crise économique actuelle. Il a dénoncé au premier chef le refus de réglementer les marchés financiers et le laisser-aller des

gouvernements en matière de politiques économiques.

«Les citoyens ont laissé tomber leur pouvoir politique. Les gens ne vont plus voter, ne s'engagent plus dans les mouvements sociaux, ferment les yeux sur la politique parce qu'ils ont l'impression que ça ne donne rien», a déploré M. Venne.

«Que ce soit à Wall Street ou à Ottawa, on laisse les autres décider à notre place. L'appât du gain nous domine. C'est pourquoi le salaire des patrons est 400 % plus élevé que celui de leurs employés», a soutenu Michel Venne. L'irresponsabilité de nos dirigeants a mené aux déficits budgétaires des gouvernements. Le fiasco de la Caisse de dépôt et de placement du Québec le démontre.

«Il faut reprendre notre pouvoir politique et inventer des réponses nouvelles à nos vieux problèmes», a-t-il plaidé, insistant sur l'importance de mettre les citoyens à l'abri de la précarité économique. Il faut se donner des moyens pour traverser les prochaines crises, en investissant dans l'éducation, la recherche et le développement, l'économie verte, les services sociaux et l'entrepreneuriat social.

«L'économie, il faut qu'on en fasse notre affaire! C'est trop important pour laisser les économistes prendre les commandes!», a conclu M. Venne.

Correspondant : Jeannot Bradette

Prendre le virage vert

Membre fondateur d'Équiterre, Steven Guilbeault est venu parler de «justice climatique», un principe selon lequel les pays industrialisés doivent avoir des objectifs plus ambitieux en matière d'environnement.

Il déplore le manque de vision du gouvernement conservateur sur cette question. «Il y a environ 500 à 600 compagnies qui produisent la majeure partie des gaz à effet de serre», a expliqué l'écologiste qui s'intéresse aux questions environnementales depuis le début des années 1990.

Le Québec n'a rien à envier au reste du Canada en matière de changements climatiques, bien au contraire. Tandis que le Canada n'a toujours pas pris position sur les objectifs de Kyoto, le Québec les a atteints, et même dépassés, a rappelé l'écologiste.

Il est convaincu que le Québec peut entrer dans la valse des énergies vertes, qu'il peut devenir un leader en matière d'énergies renouvelables, de transport (avec la voiture électrique) et d'efficacité énergétique.



L'ère du pétrole à bas prix est terminée et «nous devons reconstruire l'économie sur de nouvelles bases en faisant des investissements verts», a conclu M. Guilbeault, invitant les syndicats à faire pression à leur tour sur leurs employeurs en ce sens.

Correspondant : Jeannot Bradette

«Le Québec est un exemple» - Leo Gerard, président international

Le président international, Leo Gerard, a souligné que le modèle québécois s'était développé grâce aux syndicats. «Grâce à ses programmes sociaux, à son système public de santé, le Québec a fait mieux qu'ailleurs en Amérique du Nord pendant la crise financière. Il faut maintenir ces

acquis», a dit en substance Leo Gerard.



Les Québécois sont les chefs de file en matière de lois du travail et sur la santé et la sécurité, a fait valoir M. Gerard. «Vous êtes la première ligne, vous servez d'exemple»

Le président international a expliqué que des métallos avaient été frappés durement par la crise dans plusieurs secteurs économiques, tels l'automobile, l'acier, les mines, les pâtes et papiers... Les fonds de retraite sont remis en question, tout comme les droits d'ancienneté. Le recours à la sous-traitance menace aussi de bons emplois. «Métallos, nous allons nous battre jusqu'à ce que l'on gagne!», a indiqué M. Gerard.

Les partis politiques favorables aux travailleurs doivent unir leurs forces. «Nous, les syndiqués, devons nous impliquer dans la politique pour le changement. Nous sommes tannés de nous faire avoir par les libéraux et les conservateurs. C'est à nous de montrer le chemin au Canada anglais et aux États-Unis avec notre exemple!», a lancé M. Gerard.

Le leader syndical a également plaidé pour la construction d'un laminoir à poutrelles à Contrecoeur: «ArcelorMittal ne doit pas oublier que la compagnie est née grâce aux bénéfiques des usines québécoises.»

Correspondant : Philippe Doré

Du leadership en période difficile

Changements climatiques, exode de nos emplois, situation économique difficile, voilà autant de réalités avec lesquelles les dirigeants syndicaux doivent composer de nos jours, a affirmé le directeur canadien des Métallos, Ken Neuman.

«Les temps difficiles font appel au leadership. Si une organisation est capable de faire face à ces problèmes, c'est bien le Syndicat Métallos!», a lancé le directeur canadien.

Pour Ken Neuman, il est capital de s'approprier le pouvoir politique. Saluant l'opposition qu'offre le Bloc québécois aux conservateurs de Harper, il a réitéré l'importance d'améliorer l'assurance-emploi et de faire adopter une loi fédérale anti-briseurs de grève, comme il en existe déjà une au Québec.

De plus, le directeur canadien a dénoncé l'exploitation de nos ressources naturelles par des compagnies étrangères, contribuant ainsi à l'exode de nos emplois.

Les fusions d'entreprises qui en font des «compagnies globales» modifient aussi le rapport de force avec les syndicats. C'est dans cette optique que les Métallos forment de nouvelles alliances avec des confrères à travers le monde.

M. Neuman a aussi souligné l'importance du Fonds humanitaire des Métallos qui contribue de façon concrète à améliorer les conditions de travail et de vie en Palestine, en Italie, au Chili, au Pérou, au Guatemala ou encore en Haïti.



Correspondant: Jeannot Bradette

Garder le cap

En cette période économique trouble, le Fonds de solidarité a permis de sauver des milliers d'emplois. Le président de la FTQ Michel Arsenault a d'entrée



de jeu souligné les réalisations du Fonds de solidarité, qui a grandement contribué à limiter les dégâts de la crise économique au Québec.

«Le Fonds a créé et maintenu 390 000 emplois, en collaborant

avec plus de 300 partenaires», a-t-il mentionné, rappelant que le Fonds a mieux fait que les autres organisations comparables l'an dernier, au cœur de la tempête. «Grâce au Fonds, 60 % de nos membres détiennent aujourd'hui des REER comparativement à 2 % il y a de cela 26 ans», a-t-il poursuivi.

Le président de la FTQ a par ailleurs rappelé l'importance du système de santé public, malmené ces derniers temps. *«Pour maintenir un service de qualité, il y a un prix à payer collectivement. Mais ce prix est nécessairement moins cher que le privé. Au moins 65 millions d'Américains n'ont pas d'assurance. Ce n'est pas ça qu'on veut, ici», a fait valoir M. Arsenault.*

Le leader syndical est persuadé que le taux élevé de syndicalisation qui prévaut au Québec explique les lois sociales plus favorables aux travailleurs. Il reste cependant du chemin à faire, notamment pour renforcer les politiques d'achat québécois de la part du gouvernement et de ses sociétés d'État.

Le président de la FTQ a aussi insisté sur la place des travailleurs au sein des comités de retraite. *«On a fait l'erreur, dans le monde syndical, de ne pas avoir administré les bénéfiques qu'on négociait», a-t-il déploré en donnant l'exemple d'AbitibiBowater.*

Correspondante: Manon Bertrand

«Nous avons le devoir de préserver notre langue» - Biz, du groupe Loco Locass

Amoureux des mots, le chanteur Biz, du groupe Loco Locass, a prononcé une conférence empreinte de poésie sur l'importance de préserver le français au Québec. *«La langue française nous donne une façon unique de voir le monde. Si nous ne voulons pas nous appauvrir collectivement, nous avons le devoir de préserver notre langue autant que celles d'autres nations, comme de la nation autochtone Naskapis. C'est le même principe que pour les espèces en voie de disparition. Le français va survivre s'il est ancré dans la modernité!» a soutenu Biz.*

Nous devons exiger le français, oser se faire respecter. *«Si je vais au dépanneur et je me fais répondre en anglais, le commerçant n'aura pas mon argent un point c'est tout! Il faut refuser de parler anglais chez soi. C'est notre problème de colonisé!», a plaidé le chanteur. Il lui apparaît «égoïste» de ne pas partager la richesse de notre langue avec les étrangers et impératif de faire vivre cette langue à Montréal.*

Entrecoupant son allocution de prestations poétiques, Biz a récité un texte sur la grandeur de nos ancêtres et leur génie à survivre au travers des saisons. Nous n'avons pas le droit d'être petits et minables quand on a des ancêtres aussi grands que les nôtres, a-t-il scandé. *«Allons-nous mourir en nains quand nous sommes nés géants?»*

Les participants à l'assemblée ont fait valoir l'importance de ne pas baisser les bras sur le français dans les milieux de travail. Alors que d'importantes batailles ont été menées pour franciser les entreprises, l'anglais revient aujourd'hui sournoisement avec la mondialisation, ont indiqué plusieurs membres.



Correspondant : Philippe Doré

Le bois matériau de l'avenir...



La crise forestière et la crise économique semblent bien loin vues de Chibougamau, qui vit pourtant en grande

partie du bois. L'entreprise Chantier Chibougamau, où travaillent quelque 500 métallos, connaît un essor formidable avec le développement de produits du bois de 2^{ème} et 3^{ème} transformation, tels des poutrelles de bois pour la construction de grands bâtiments.

Depuis une quinzaine d'années, la scierie a développé de nouveaux produits du bois pour la construction. Cela porte fruit. Bon nombre de projets on vu le jour depuis deux ans: l'Barouf, un bar de la rue St-Denis à Montréal, le Complexe sportif du Collège Marie-Victorin ou encore le stade de soccer intérieur du Parc Chauveau à Québec, dont se vante régulièrement le maire Régis Labaume...

La FTQ s'apprête d'ailleurs à construire un édifice de trois étages à Rouyn Noranda avec une structure en bois, pour abriter ses bureaux régionaux ainsi que ceux de ses affiliés.

Chantier Chibougamau est le seul producteur au Québec de lamellé-collé, soit des pièces de bois faites de morceaux d'épinette noire collés pour accroître la résistance aux charges.

L'aventure a commencé dès 1994, quand l'entreprise Chantier Chibougamau s'est lancée dans la deuxième transformation avec la fabrication de pièces de bois de 2x3 et 2x4 faites de bouts jointés pour la construction verticale. Six ans plus tard, une nouvelle usine voit le jour pour fabriquer des poutrelles en I, entrant notamment dans la construction des solives de plancher. Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin. Récupérant dès le sciage une partie de la bille de bois, ce qui maximise encore plus l'utilisation de la ressource, les travailleurs ont pu commencer la fabrication de pièces d'ingénierie en faisant des poutres en bois de dimension titanesque.

L'entreprise a dû mettre en place de l'équipement de haute technologie pour être capable d'améliorer ses coûts de production. Mais l'aventure s'avère fructueuse, alors que le bois, longtemps mis de côté en Amérique du Nord, mais beaucoup plus utilisé en Europe, retrouve ici ses lettres de noblesse.

Un même volume de bois coupé à Chibougamau fait donc travailler plus de monde : voilà une bonne nouvelle pour nos membres, pour l'économie régionale et pour la forêt.

**Avec la collaboration de Pierre Bouchard
Section locale 8644**

Négociations chez Goodyear L'avantage d'un syndicat international

Lors de la négociation de leur dernière convention collective, les employés de technique et de bureau de l'usine Goodyear à Valleyfield, section locale 991, ont pu constater très concrètement l'utilité d'appartenir à un syndicat international. Alors que les négociations étaient dans l'impasse en juin 2009, et que la direction exigeait plusieurs mises à pied et des concessions importantes quant aux libérations syndicales, les officiers ont tenté un appel aux dirigeants internationaux du syndicat.

C'est alors que le vice-président international du Syndicat des Métallos, Tom Conway, est entré en scène. «*Même en étant un groupe d'une vingtaine d'employés, on a senti qu'on était supportés par une grosse machine*», explique le président de section locale 991, Éric Chartrand.

Le vice-président international a pu intervenir directement auprès de la direction de Goodyear aux États-Unis. Il est arrivé à faire diminuer le nombre de mises à pied exigées, à maintenir un certain niveau de libérations syndicales et à bonifier les offres de départs à la retraite.



Un regroupement d'assurances collectives pour nos membres

Le Syndicat des Métallos dispose d'un regroupement d'assurances collectives. Il s'agit d'un régime modulaire permettant de choisir une protection (assurance vie, assurance frais médicaux et assurance soins dentaires) qui vous correspond. Le Comité des Avantages sociaux Métallos (CASOM) choisit un conseiller et veille à l'intérêt des membres en leur assurant un service de qualité en toute confidentialité. Le conseiller peut entre autres fournir aux participants les informations financières concernant le régime et guider les représentants syndicaux lors des négociations sur le régime d'assurances collectives.

Plus de 1800 métallos travaillant pour une trentaine

d'entreprises profitent du regroupement d'assurances collectives offert par le CASOM. Le CASOM a réussi à faire baisser les frais d'administration des assurances collectives, à négocier des ententes sur le partage des coûts entre l'employeur et les salariés ainsi qu'à obtenir de meilleurs prix lors des renouvellements.

Le nombre est synonyme de force, c'est pourquoi, nous vous invitons à vous informer davantage sur le regroupement d'assurances collectives Métallos au près de votre représentant syndical ou du Service de la recherche du Syndicat des Métallos, dont le responsable est Frank Beaudin.

Patins Bauer fabriqués en Chine

Détrompez-vous si vous pensez acheter québécois en choisissant des patins de marque Bauer. Ces patins sont désormais fabriqués en Chine. L'usine, qui a déjà compté 1200 employés au milieu des années 1990 emploie aujourd'hui à peine une vingtaine de métallos à la production, essentiellement pour la finition des patins professionnels.

Pourtant, la centaine de travailleuses et de travailleurs de la production avaient poussé un soupir de soulagement en 2008, quand un homme d'affaire originaire de Sherbrooke, Graeme Roustan, avait fait l'acquisition de l'usine des Laurentides. Quelques jours après être devenu propriétaire, la direction a convié les employés à une fête. *«Ceci est une façon de vous remercier pour votre bon travail et souhaiter un bon départ à la renaissance de Bauer»*, avait-on affirmé.

La joie a été de courte durée. *«Moins d'un an plus tard, la balloune a pété, on nous a annoncé que les mises à pied temporaires étaient permanentes. On fait maintenant seulement les produits professionnels»*, se désole la présidente de la section locale 0967, Diane Marchand.

Les Métallos avaient pourtant tenté de convaincre Bauer de maintenir les emplois au Québec, multipliant les manifestations et faisant signer une pétition en ce sens en 2004.



Convention du service poste-publication no. 4006307
Retourner les articles non-distribuables au
Syndicat des Métallos (FTQ)
565, boul. Crémazie Est, Bureau 5100
Montréal, Québec, H2M 2V8

• Coordonnées

District 5

Direction, administration, services techniques et juridiques

565, boul. Crémazie Est, Bureau 5100
Montréal, H2M 2V8
Téléphone : 514 382-9596
Télécopieur : 514 382-2290
Sans frais 1-800 361-5756

www.metallos.org

Bureaux régionaux

Montréal

2350, av De LaSalle,
Montréal, H1V 2L1
Téléphone 514 599-2000

Québec

5000, boul. Des Gradins, Bureau 300
Québec, G2J 1N3
Téléphone : 418 628-8222

Rouyn-Noranda

75, boul. Québec, bureau 401
Rouyn-Noranda, J9X 7A2
Téléphone : 819 762-3001
Sans frais 1-866 698-5305

Brossard

4805, boul. Lapinière, Bureau 6500
Brossard, J4Z 0G2
Téléphone : 450 656-1113
Sans frais 1-866 658-1131

Sainte-Thérèse

96, rue Turgeon, Bureau 202,
Sainte-Thérèse J7E 3H9
Téléphone : 450 430-9220

Sept-Îles

737, boul. Laure, bureau 200
Sept-Îles, G4R 1Y2
Téléphone : 418 962-2041/962-3962

Service du recrutement

1-866-382-5567

Changement d'adresse :

SVP contacter Éliane Leboeuf au
numéro sans frais 1-800-361-5756 ou
au 514 382-9596



Pour ceux qui ont un profil sur Facebook, nous vous invitons à joindre le groupe du Syndicat des Métallos. Vous aurez ainsi l'occasion d'échanger et de partager des liens vers des textes ou des vidéos dignes d'intérêt mis en ligne par des confrères et consœurs. Notez toutefois que toute l'information mise en ligne sur ce groupe est de nature publique et donc accessible à tous.

Bourses d'étude

Chaque année, le Syndicat des Métallos décerne plusieurs bourses à des travailleurs qui désirent poursuivre des études ou à des membres de leur famille. Pour connaître les conditions d'admissibilité, veuillez consulter le www.metallos.org.

Sur la photo, on voit la lauréate d'une bourse de la région de Québec, Pierre-Ann Gosselin, en compagnie du coordonnateur régional Réal Valiquette ainsi que de l'officier Jocelyn Rosa de la section locale 9153.

